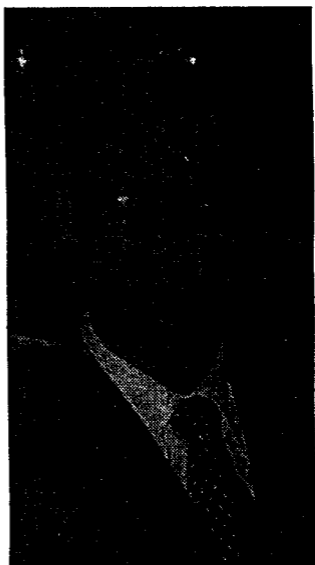


Pétrole :

Vendre la peau de l'ours

L'Etat mauritanien a mis en vente une partie de ses parts des revenus pétrolier qui sont évalués à près de 35% sur l'exploitation du champ Chinguetty que la société Woodside devra entreprendre bientôt. C'est ce qui ressort d'une correspondance de l'Administrateur délégué de la société Maghreb Oil & Mining L.T.D datée du 2 novembre 2004 et adressée au Ministre des Mines et de l'industrie. Dans cette correspondance il est mentionné que la cession de la participation de l'Etat mauritanien est faite au profit d'une société dénommée Sterling Energy PLC



Zeidane Ould Hmeyda, ministre des mines en charge du dossier

créée tout juste en 2002 par le truchement d'une fusion avec une autre "petite entreprise du nom de Lepco PLC" et qui ne posséderait jusque là que "des permis de recherche de gaz dans quelques pays"(sic). Cette société qui n'emploierait que deux personnes et qui n'aurait qu'un chiffre d'affaire inférieur à un million de dollars n'a visiblement pas le profil requis pour obtenir les parts mauritaniennes dont il est dit dans le contrat de partage de production d'hydrocarbures (1994) à l'article 21.2 que "le gouvernement pourra exercer cette participation soit directement soit par l'intermédiaire d'une entreprise nationale, contrôlée par l'Etat mauritanien, qui pourra être soit une société constituée pour la gestion des intérêts nationaux dans le pétrolier, soit un établissement public existant ou créé à cet effet". Il se trouve ainsi que la Sterling Energy PLC est une société britannique, donc pas nationale, n'ayant pas une grande expérience dans le domaine et qui, selon les bureaux d'études présente un grand risque pour ceux qui se hasarderont à lui consentir un investissement quelconque. D'ailleurs Sterling Energy PLC aurait lancé un SOS pour trouver un financement devant lui permettre d'honorer son engagement dans l'acquisition des parts mauritaniennes. Ainsi elle a besoin de 15,5 millions de dollars US comme bonus à verser à la Mauritanie au moment de la signature de la Cession, 130 millions pour la couverture des charges liées à l'exploitation, 7 millions de dollars dont près de 4 millions seront versés aux titres de commissions qui officiellement sont destinées à la Warba National Contracting Co.WLL, une société koweïtienne qui aurait fait le lien pour Sterling avec la Mauritanie. En réalité une part de ces commissions devait revenir aux responsables mauritaniens ayant à charge le dossier.

Cette affaire rebondira probablement comme a rebondi l'affaire de la vente de la raffinerie. Les bénéficiaires en commission étant les mêmes. En attendant, cette cession (imminente) a déjà eu pour conséquence la chute des valeurs de Hardman et de Woodside. Affaire à suivre.